

Les ménages français face à l'efficacité énergétique de leurs logements en 2012

Résultats de l'enquête barométrique « Les équipements et les comportements des ménages en matière de maîtrise de l'énergie dans leurs logements », réalisée par TNS Sofres pour l'ADEME

En synthèse

- › Dans un contexte économique encore tendu, les inquiétudes socio-économiques restent au cœur des préoccupations des ménages, au détriment des problématiques environnementales.
- › La réduction de la consommation d'énergie reste fortement recherchée, principalement motivée par des raisons budgétaires (maîtrise des coûts).
- › La réalisation de travaux de maîtrise de l'énergie, tout comme l'intention d'en réaliser, retrouvent leur niveau de 2006 après l'année record de 2009.
- › Les travaux sur le bâti et le recours aux professionnels sont majoritaires encore cette année, et même en hausse. Le budget alloué aux travaux est lui en baisse.
- › L'impact des mesures financières de soutien des travaux (crédit d'impôt, TVA à taux réduit) s'essouffle.

Dans un contexte de crise économique durable, les questions environnementales ne sont plus au centre des préoccupations des ménages français

- A un niveau très élevé en ce début d'année 2013, le **chômage** (76%) reste très prégnant et **demeure la principale préoccupation** des Français. La **pollution apparaît comme un problème moins important** (35%) et reste bien en deçà de son niveau record de début 2007 (65%). La crise économique cristallise les principales inquiétudes des Français, et relègue les préoccupations environnementales au second plan.
- Le **développement des énergies renouvelables** (33% vs 42% en 2005) reste en tête des actions prioritaires que doit mener l'Etat dans le domaine de l'environnement. Pour la 2ème année consécutive, les **économies d'énergie** (26% vs 15% en 2006) demeurent une attente forte en matière d'actions gouvernementales pour l'environnement.
- Ce désintérêt pour les questions écologiques est renforcé par un certain fatalisme des ménages français : ils sont **de moins en moins convaincus de l'efficacité des gestes individuels pour lutter contre l'effet de serre** (à peine 43% jugent les gestes efficaces contre 50% en 2006), dû probablement également à la moindre médiatisation de ce sujet depuis 2005.
- **Confort** (37%), **facilité d'usage** (36%) et **respect de l'environnement** (35%) demeurent les **principales raisons de préférence d'une énergie**. Le **critère environnemental n'est plus aussi peignant** dans l'attrait d'une énergie (1ère raison de préférence d'une énergie de 2005 à 2009).
- Le **gaz naturel** est toujours perçu comme la meilleure énergie (pour 26% des Français, mais contre 46% en 2003) et ce pour des raisons de confort et de facilité d'utilisation. La **géothermie et l'aérothermie via les pompes à chaleur** séduisent toujours plus de 20% des ménages français, même si l'équipement en pompes à chaleur demeure stable à 5% des ménages français. **L'énergie solaire** perd de son attrait (à 13% contre 26% en 2006, soit divisée par deux). Ces énergies sont préférées pour **des critères de respect de l'environnement** mais **aussi pour des raisons financières**. Le **bois** est une énergie préférée principalement pour des **critères de coûts**.
- La part des ménages souhaitant investir prochainement dans les énergies renouvelables reste faible (à 6% contre 12% en 2008). On note un **intérêt croissant pour l'énergie basée sur le bois** (52% vs 39% en 2010), et **décroissant pour l'énergie solaire** (31% vs 43% en 2011).

Le contexte économique renforce la volonté de réduction de la consommation d'énergie, mais pèse sur la réalisation de travaux

Les préoccupations budgétaires motivent en premier lieu les volontés de maîtrise de l'énergie

- La moitié des ménages français considèrent que **leur consommation d'énergie** représente **un part trop importante dans leur budget** (50%) : c'est le plus fort niveau observé depuis 2006 (43% en 2006).
- Cela peut se comprendre au vu **des dépenses énergétiques encore en hausse** : 1403€ en moyenne par an par ménage toutes énergies confondues en 2012 contre 1239€ en 2007). Les dépenses en gaz naturel sont celles qui ont le plus augmenté (879€ en 2012 vs 640€ en 2007).
- Dans ce contexte tendu, la grande majorité des ménages français **continue de chercher à réduire leur consommation d'énergie** (80%), **en raison essentiellement des hausses du coût des énergies** (64% contre 44% en 2009) et au détriment de la volonté écologique d'éviter le gaspillage (27% contre 45% en 2009) : ces deux critères arrivaient à égalité en 2009.
- Cette recherche de **réduction de la consommation d'énergie passe principalement par des gestes bien installés** (éteindre les lumières, utiliser des ampoules à économie d'énergie, baisser le chauffage).
- En matière d'habitudes de chauffage, on note une **accentuation des comportements économes** : baisser ou arrêter son chauffage en cas d'absence et/ou dans les pièces inoccupées, ou encore éviter l'utilisation des radiateurs d'appoint. Plus de la moitié des ménages déclarent même toujours (ou presque) porter des vêtements plus chauds pour pouvoir baisser la température.

Un taux de réalisation des travaux de maîtrise de l'énergie poursuivant sa baisse, et une motivation restant principalement financière

- **Le taux de réalisation de travaux de maîtrise de l'énergie enregistre une baisse sur l'année 2012.** Il reste ainsi à un niveau intermédiaire (12% vs 13% en 2011), après les années record de 2010 (14%) et 2009 (15%). Quant à **l'intention de réaliser des travaux, elle perd aussi du terrain** (16% vs 18% en 2011).
- Les **travaux demeurent motivés avant tout par la recherche d'économies sur sa facture énergétique** (34%, premier critère cité depuis 2007). La **recherche d'une meilleure isolation thermique** (29%) devient le 2ème critère qui motive à la réalisation de travaux, **au détriment de l'amélioration du confort de son habitat** (24%).
- En grande majorité, les ménages reconnaissent que les **travaux réalisés ont amélioré au final le confort de leur habitat** (pour 97% d'entre eux) et **ont aidé à réduire leurs dépenses énergétiques** (pour 88%). Cependant, ils semblent moins convaincus que l'an dernier : **22% ont déjà constaté un effet positif sur leur facture contre 28% l'an dernier**, sans doute en lien avec le type de travaux réalisés.
- 72% des ménages ayant opéré des travaux de maîtrise de l'énergie en 2012 **estiment avoir encore des travaux à réaliser dans leur logement**, et 60% souhaitent les réaliser plus tard. **Les critères économiques** (travaux qui coûtent trop cher, aides financières pas suffisantes), concentrent principalement **les raisons de non-réalisation** (à 77%) de l'intégralité des travaux.

Le type de travaux réalisés et leur mode de réalisation encore en évolution

- Les **travaux sur le bâti** restent incontestablement majoritaires et repartent même à la hausse (**70%** vs 66% en 2011), un progrès expliqué par celui des **travaux d'isolation** de toiture / des combles et des murs (23% des travaux). Les changements de **fenêtres, baies ou portes avec double-vitrage** restent cependant les **interventions les plus fréquentes**, mais en recul : de 26% des travaux en 2011 à 23% en 2012.

- Les 30% de travaux sur l'installation de chauffage, d'eau chaude et de ventilation restent principalement constitués des **interventions sur les chaudières et chauffe-eau**, bien qu'en baisse (11% vs 14% en 2011). On observe également un recul des travaux de pose ou remplacement de radiateurs (5% vs 7%).
- La majorité des travaux reste réalisée **par des entreprises** (stable à 66% des travaux, après deux années « record » en 2009 et 2010 où 69% des travaux étaient effectués par des professionnels), **notamment les changements de fenêtres / baies / portes**, et les **travaux sur le chauffage / l'eau chaude / la ventilation**.
- **Pour leur recherche d'informations**, les ménages français privilégient toujours largement le **contact humain direct** (visite à domicile, déplacement sur place) aux moyens d'information à distance. La **recherche d'information préalable auprès des professionnels** reste la démarche la plus répandue, bien qu'encore en baisse cette année (47% cette année vs 49% en 2011 et 51% en 2009).
- Les **professionnels représentent toujours de loin la source d'information jugée la plus utile** (42% des ménages la citent en premier), mais leur poids recule cette année (47% en 2011) **au profit du conseil des proches**.
- Les **ménages gardent une opinion très positive vis-à-vis des professionnels**, en particulier en ce qui concerne la bonne prise en charge de leur demande (98% d'accord), l'absence de difficultés pour trouver les entreprises (95%), la bonne gestion des travaux (94%) et le rôle de conseil efficace des professionnels (90%).

Un budget travaux en léger recul en 2012

- **Sur l'année 2012, le budget alloué aux travaux de maîtrise de l'énergie** est de **4 359 €** par ménage, un budget à la baisse vs 2011 (4 517 €).
- Ce recul provient plus particulièrement :
 - des travaux réalisés par les professionnels (avec un budget moyen par intervention de 4 412€ contre 4 603€ en 2011)
 - des travaux sur l'amélioration de l'installation de chauffage, d'eau chaude et de ventilation.
- Les travaux sur le système de chauffage (plus onéreux que le bâti) étant à la baisse, cela peut expliquer cette diminution des dépenses moyennes, au global comme sur les travaux opérés par des entreprises.

Les travaux de maîtrise de l'énergie de moins en moins soutenus par les outils de financement mis en place dans ce but (TVA à taux réduit, crédit d'impôt)

Un rôle toujours clé des mesures financières de soutien des travaux mais un impact plus faible

- Alors que les ménages restent **réticents à s'endetter** pour réaliser des travaux de maîtrise de l'énergie (peu recours aux prêts pour financer leurs travaux), **les aides représentées par le crédit d'impôt** (18% vs 29% en 2010) **et la TVA à taux réduit** (10% vs 22% en 2010) **demeurent les principales motivations pour la réalisation de travaux**. Mais **ces aides apparaissent moins incitatives** (moindre visibilité et soutien, critères plus restrictifs). Cette année, les **conseils de proches ou de professionnels** (14%) précèdent même la TVA à taux réduit, comme contributifs à la décision de réaliser des travaux.
- Par ailleurs, 19% des ménages n'ayant pas réalisé l'intégralité de leurs travaux de maîtrise de l'énergie l'expliquent par **le manque d'aides financières**.

- **Le crédit d'impôt** conserve sa place en tête **des aides financières jugées les plus utiles** pour réaliser les travaux (69% le citent en 1^{er} ou 2^{ème}). Cependant **sa notoriété poursuit son recul** (73% des ménages le connaissent contre 86% en 2009). Il est également **de moins en moins demandé**, probablement de par le **caractère plus restrictif** de son périmètre (53% des ménages ont l'intention d'en faire la demande pour les travaux réalisés en 2012, vs 67% en 2010), en particulier du fait d'une moindre demande pour des travaux sur le double-vitrage.
- Concernant **l'Eco-Prêt à Taux Zéro**, il continue, comme le crédit d'impôt, **sa chute de notoriété** : il est désormais connu par seulement 37% des ménages (2010 : 54%), peut-être du fait d'une moindre mise en avant par les banques. La proportion de ménages envisageant d'en bénéficier prochainement diminue également (5% vs 6% en 2011 et 9 % en 2009).
- Le **taux réduit de TVA demeure l'aide la plus utilisée lors de la réalisation de travaux**, mais de moins en moins de ménages en ont bénéficié (53% en 2012 contre 69% en 2010).

Des résultats encourageants pour le dispositif du DPE

- L'affichage obligatoire, dans les annonces immobilières de vente et de location, de la classe énergétique, accentue probablement la réalisation de ce diagnostic : **une part toujours plus grande des logements a fait l'objet d'un DPE** (18% vs 16% en 2011).
- Même si le DPE est encore perçu comme un document qui peut compliquer une vente ou une mise en location (74%), il est **toutefois bien jugé pour connaître la capacité énergétique de son logement** (75%) et les **travaux à réaliser pour l'améliorer** (73%). Toutefois 2/3 des ménages français estiment que le DPE est intéressant à titre informatif mais n'a au final que peu d'influence pour décider des travaux.
- Parmi les ménages ayant effectué un DPE en 2012, 37% ont réellement pris connaissance des recommandations de travaux, **en hausse par rapport à 2011** et parmi eux, **plus de la moitié (58%) a réalisé des travaux recommandés par le DPE** (vs 51% en 2011).

Objectifs de l'étude

Cette étude permet de suivre à intervalles réguliers l'impact des politiques menées par l'ADEME et les pouvoirs publics dans le secteur de l'habitat, et d'apprécier les évolutions tant au niveau des équipements et des travaux d'amélioration énergétique des logements que des comportements des ménages.

Méthodologie

Étude réalisée par voie postale, à partir du panel consommateurs de TNS Sofres (Métascope), auprès d'un échantillon représentatif de 10 000 ménages.

Deux phases d'enquête :

- › **1^{ère} phase : Opinions, équipements et dépenses d'énergie**
Envoi fin janvier 2013 d'un questionnaire aux 10 000 ménages.
- › **2^{ème} phase : Les travaux de maîtrise de l'énergie effectués en 2012**
Envoi fin mars 2013 d'un questionnaire aux ménages ayant déclaré lors de la 1^{ère} phase avoir réalisé des travaux de maîtrise de l'énergie pendant l'année 2012.



TNS Sofres

